

(M. Abbott) de la façon dont il a présenté son exposé budgétaire, il y a quelques jours. C'est lui rendre justice que de dire qu'il s'est très bien acquitté de sa tâche, mais je me demande si le budget est vraiment aussi bon qu'il en a l'air. Je dois également féliciter le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) qui vient de reprendre son siège. Il est toujours agréable de l'entendre car il fait de bons discours. Je songe en ce moment au grand nombre de concurrents qui se disputent l'honneur de succéder au chef du parti libéral et je dois dire...

Le très hon. M. GARDINER: Nous ne sommes pas aussi bien entraînés que vous.

M. BROOKS: ... à quelques-uns d'entre eux qu'ils sont en passe d'être éclipsés par le ministre de l'Agriculture. Un orateur aussi bien doué qu'est le ministre, possédant un si grand flair pour l'éloquence de carrefour et le don de déguiser la vérité sera, j'en suis sûr, un dangereux adversaire, si on lui laisse la faculté de dire ce qu'il pense à un congrès. Quant à son discours d'aujourd'hui, le ministre de l'Agriculture a une avance sur ses adversaires, de sorte qu'il nous faudra attendre que ces derniers aient pris la parole pour savoir exactement où ils en sont.

Le 6 mai dernier, deux années de paix s'étaient écoulées. Il convient comme on l'a déjà fait, de comparer à celui-ci les budgets d'avant-guerre, qui s'établissaient à quelque 500 millions de dollars. Il y a quelques jours, le ministre des Finances demandait un montant d'environ 2,400 millions.

L'hon. M. ABBOTT: 2,100 millions.

M. BROOKS: Il s'agit là du montant que le ministre s'attend à recevoir et non pas du montant des dépenses estimatives.

L'hon. M. ABBOTT: Ce chiffre de 2,100 millions représente les dépenses estimatives.

M. BROOKS: Le ministre prévoit des dépenses de 2,100 millions de dollars, mais il demande à la population de lui remettre 2,400 millions. Reste à savoir si les dépenses ne dépasseront pas le chiffre de 2,100 millions. Pendant la guerre, la population ne se plaignait pas...

L'hon. M. ABBOTT: Avant les réductions projetées au chapitre des impôts. Je tiens à ce que les chiffres de l'honorable député soient exacts.

M. BROOKS: Ce sont les propres chiffres du ministre.

L'hon. M. ABBOTT: Avant les réductions projetées.

M. BROOKS: Il reste que les dépenses sont quatre ou cinq fois aussi élevées qu'avant la

[M. Brooks.]

guerre. C'est compréhensible. Les budgets du temps de guerre ont été très élevés. Il fallait nourrir un million de militaires, construire une forte marine, affecter des millions de dollars à la construction d'avions. On dépensait sans compter, et nous comprenions facilement que la poursuite de la guerre exigeait énormément d'argent.

La population canadienne a généreusement consenti les sommes qu'on lui demandait; elle ne s'est pas élevée contre le lourd fardeau de l'impôt. Elle n'a pas agi autrement dans la première année qui a suivi la fin des hostilités; elle n'a pas trouvé exagérées les fortes dépenses effectuées pendant cette période. Comprenant la nécessité du rapatriement et du rétablissement de nos militaires, se rendant compte des soldes à verser à l'égard de certains contrats, elle savait que le fisc devait percevoir des millions de plus qu'en temps normal. Je me permets cependant, de rappeler au ministre que la guerre a pris fin il y a deux ans. La population canadienne constate que les dépenses prévues sont trop élevées. Une foule de gens acquittent maintenant l'impôt. Au lieu d'être à la solde de l'Etat, le million de jeunes gens qui étaient sous les drapeaux pendant la guerre payent aujourd'hui leurs contributions et assument une partie du fardeau. En outre, il serait insensé de compter que, dans la période de l'après-guerre immédiat ou même un avenir plus éloigné, les impôts retomberont au niveau antérieur à 1939. Il serait absolument inutile de l'espérer. Nous savons que, pendant la guerre, le Gouvernement a établi un régime d'allocations familiales entraînant une dépense de 245 millions de dollars qui n'existait pas en 1939. En outre, la dette nette du pays est passé de 3 à 13 milliards, en chiffres ronds. Le service de la dette s'est donc accru d'une somme variant de 300 à 400 millions de dollars. Nous le comprenons tous. Nous savons aussi que plusieurs milliers d'anciens combattants rapatriés ont été blessés, qu'il faut hospitaliser et pensionner un grand nombre d'entre eux, ce qui entraîne une dépense annuelle de plusieurs millions pendant de longues années. Malgré tout, me semble-t-il, il ne devrait pas aujourd'hui nous en coûter \$5 pour ce qui coûtait \$1 avant la guerre. Soit dit, compte tenu de tous les frais précités. La population doit conclure qu'il y a une prodigalité chez un Gouvernement qui l'y contraint.

On pensera peut-être que je passe maintenant du sublime au ridicule, mais j'aborderai la question des petits impôts vexatoires qu'ont traités quelques honorables députés de la gauche. J'habite une petite ville du Nouveau-Brunswick. La préparation de boissons gazeuses constitue l'une de nos principales industries. Des gens de l'endroit et des alentours m'ont écrit qu'il importe d'abaisser l'im-